

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOGAD S.A.

UIOM
Monbusq
47520 Le Passage

Références : SEI/Ubd24-47/2025/222
Code AIOT : 0005202243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement SOGAD S.A. implanté UIOM Monbusq 47520 Le Passage. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle est axée sur les rejets atmosphériques de l'incinérateur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGAD S.A.
- UIOM Monbusq 47520 Le Passage

- Code AIOT : 0005202243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SOGAD est autorisé à exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères et assimilées sur la commune de Le Passage, par arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 modifié. La capacité d'incinération de l'usine est de 35 000 tonnes par an.

L'incinérateur a été raccordé en octobre 2025 au réseau de chaleur urbain de l'agglomération d'Agen.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature et caractéristiques des installations	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 1.1 de l'annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rejets atmosphériques - Canalisation des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Rejets atmosphériques - Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2 a) de l'annexe 2	Demande d'action corrective	6 mois
8	Rejets atmosphériques - Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement et capacité des installations	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 1.3 de l'annexe 2 et annexe 1	Sans objet
3	Nature et origine	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 28.1 et 29 de l'annexe 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	géographique des déchets incinérés		
5	Traitement des rejets atmosphériques de l'incinérateur	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 21.2 de l'annexe 2	Sans objet
6	Vitesse d'éjection des gaz de combustion	Arrêté Ministériel du 27/10/2005, article 20.3 de l'annexe 2	Sans objet
9	Indisponibilités	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 2.4	Sans objet
10	Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15	Sans objet
11	Mesure des PFAS dans les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les déchets admis en incinération et la quantité de déchets traités annuellement sont conformes à l'autorisation délivrée (arrêté préfectoral du 27/10/2005).

L'inspection a constaté que la quantité de déchets présents dans la fosse de l'incinérateur excède la quantité autorisée (480 m³). L'inspection a demandé à l'exploitant une évaluation de la quantité de déchets nécessaires en fosse, dans les conditions réelles d'exploitation, et la justification de la bonne adéquation des moyens de prévention d'un incendie.

L'inspection a constaté la présence de fumée dans le bâtiment enfournement et demandé à l'exploitant de confirmer l'origine de cette fumée et de préciser les mesures prises pour détecter ces fumées et la conduite à tenir par les opérateurs.

L'exploitant assure un suivi rigoureux des rejets atmosphériques de l'incinérateur. Les rejets atmosphériques sont globalement conformes aux valeurs limites d'émission. L'inspection a demandé à l'exploitant d'apporter une justification complémentaire sur la VLE envisagée à 180 mg/Nm³ pour les rejets d'oxydes d'azote (NO_x) et de renforcer, pendant six mois, la surveillance des rejets de fluorure d'hydrogène (HF), sans constat à ce stade de dépassement de la VLE de 1 mg/Nm³.

À la demande de l'inspection, l'exploitant a rectifié dans un délai bref (six jours) deux non conformités relatives à un stockage de déchets dangereux et à l'accessibilité de la réserve d'eau incendie.

L'inspection suggère à l'exploitant d'améliorer la lisibilité globale des rapports d'activité, en particulier en ajoutant titres explicites, dates, numérotation des pages, etc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et caractéristiques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 1.1 de l'annexe 2
Thème(s) : Situation administrative, Nature et caractéristiques des installations
Prescription contrôlée : Le site est constitué de trois unités principales disposant d'un accès commun. [...] Les installations suivantes sont présentes : <ul style="list-style-type: none">- un centre de transfert de déchets banals en provenance de commerces, d'artisans et d'entreprises d'une capacité maximale de stockage de 250 m³ (équipée d'une fosse de stockage de 135 m³). Ce centre fonctionne en continu. Il peut recevoir les déchets réceptionnés en fosse de l'usine d'incinération lors des pannes ou arrêts techniques nécessitant une évacuation des déchets vers d'autres installations.- une déchetterie (papiers, cartons, métaux, verres, plastiques) issus de conteneurs de collecte sélective, de collecte en porte à porte, ou d'apports volontaire par le grand public, d'une capacité de 200 m³ répartie en bennes spécifiques aux différents matériaux.- une usine d'incinération de déchets ménagers, fonctionnant en continu, comprenant un four d'incinération de capacité unitaire de 4,2 tonnes de déchets par heure avec valorisation de l'énergie et une fosse de réception d'environ 430 m³ permettant ainsi le stockage d'environ 210 tonnes de déchets soit deux jours de marche continue du four d'incinération. L'installation est en outre équipée d'une pompe alimentaire technique destinée à maintenir le niveau d'eau de la chaudière en cas de panne d'alimentation du réseau électrique. extrait de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2012 Il est donné acte de la mise à l'arrêt de la déchetterie et de l'installation de dégraissage par solvants halogénés.
Constats : L'inspection a effectué la visite de l'usine d'incinération et du centre de transfert de « déchets banals ». L'inspection a constaté que d'importants travaux ont été exécutés dans le cadre du raccordement de l'incinérateur au réseau de chaleur de l'agglomération agenaise. L'exploitant indique que ces travaux ont nécessité l'arrêt complet de l'incinérateur pendant huit semaines entre le 18 août et le 13 octobre 2025. L'incinérateur a été redémarré le 15 octobre 2025. Le centre de transfert des déchets banals, à ciel ouvert, était auparavant également exploité comme déchetterie destinée à l'apport volontaire des déchets triés des particuliers. Ce centre de transfert est équipé d'une fosse d'une capacité déclarée par l'exploitant de 135 m ³ . Ce centre de transfert réceptionne les déchets non dangereux d'activités économiques (assimilés ordures ménagères, médicaments, archives et destructions autorisées). Les déchets acheminés par camion sont déchargés dans la fosse depuis une plateforme en partie haute. Les opérateurs effectuent un tri de ces déchets, ceux incinérables sont orientés vers la fosse à déchets de l'incinérateur et ceux non incinérables sont évacués vers un centre d'enfouissement exploité par la société DRIMM à Montech (82). L'inspection a constaté l'entreposage non abrité des intempéries d'une vingtaine de contenants (big bag) disposés sur des palettes sur la partie haute de la plateforme du centre de transfert.

L'exploitant a indiqué que ces big bag contiennent des poussières provenant du nettoyage de la tour de refroidissement, dans laquelle transitent les fumées de l'incinérateur. Un big bag est mal fermé et l'un est endommagé sur le flanc (sans trace de fuite). L'exploitant précise que ces big bag sont stockés temporairement en attente d'une évacuation prochaine. Ce stockage de déchets susceptibles de relever du statut de déchets dangereux n'étant pas régulier, l'inspection a demandé à l'exploitant de le faire évacuer dans les plus brefs délais vers une filière de traitement adaptée. L'exploitant a justifié (photographies à l'appui), le soir de la visite d'inspection, la couverture des big bag. Il précise que l'ensemble des big bag ont été contrôlés, que celui mal fermé a été correctement fermé et s'engage à faire évacuer les big bag au cours de la semaine du 17 novembre 2025. L'exploitant a justifié (photographies et bordereaux de suivi de déchets dangereux à l'appui), l'évacuation le 19 novembre 2025 de l'ensemble des big bag.

Dans le bâtiment abritant l'incinérateur, l'inspection a constaté que la quantité de déchets présents excédait significativement la capacité de la fosse de réception des déchets. Ces derniers débordaient sur le quai de déchargement et la hauteur (inégaie) des déchets dans la fosse dépassait nettement le niveau supérieur de la fosse. L'exploitant a déclaré que la fosse de réception a une capacité de 480 m³, que cette capacité est insuffisante pour un fonctionnement en continu de l'incinérateur le week-end et que les travaux envisagés pour son agrandissement sont structurellement (configuration du bâtiment) et financièrement irréalisables. L'exploitant précise que les vendredis (jour de la visite d'inspection) la quantité de déchets est conséquente pour fonctionner sans interruption tout le week-end, sans apports de déchets extérieurs les samedis et dimanches (pas de collecte ces jours-là).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évalue et communique à l'inspection, dans un délai de deux mois, la quantité de déchets nécessaires au fonctionnement en continu de l'incinérateur, en particulier le week-end. Dans le même délai, il évalue l'aptitude de l'installation à recevoir cette quantité, notamment au regard du risque d'incendie, des dispositions constructives de l'installation existante et des mesures déjà prises pour réduire ce risque.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Classement et capacité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 1.3 de l'annexe 2 et annexe 1

Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations

Prescription contrôlée :

Annexe 1 (modifiée par arrêté préfectoral complémentaire du 11/07/2012):

Les installations de l'établissement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'activité	Caractéristiques	Rubrique	Classement

Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	4,2 t/h	2771	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 100 m ³ < volume < 1000 m ³	- 250 m ³ pour la station de transit - 480 m ³ pour la fosse de l'usine d'incinération	2716.2	DC
Installation de combustion 2 MW < Puissance < 20 MW	6 MW	2910.A2	DC

Article 1.3 de l'annexe 2 :

Les caractéristiques de l'unité d'incinération sont regroupées dans le tableau ci-après :

Capacité nominale du four (t/h)	4,2 t/h
Capacité annuelle de l'usine d'incinération (t/an)	35 000 t/an
Capacité totale d'entreposage des déchets non dangereux (m ³)	430 m ³

Pouvoir calorifique de référence des déchets (kcal/kg)	2 100 kcal/kg
--	---------------

Constats :

L'exploitant confirme les caractéristiques techniques des installations exploitées, à l'exception des éléments ci-dessous mentionnés dans le dossier de porter à connaissance de 2024 relatif à l'amélioration des performances énergétiques de l'usine et au raccordement au réseau de chaleur urbain (RCU) :

- modifications de la capacité d'entreposage des déchets réceptionnés et qui seront incinérés [passage de 480 m³ (ou 430 m³ ?) à 580 m³ pour la fosse de l'usine d'incinération, passage de 250 m³ à 120 m³ pour la fosse de la station de transit] ; Pour information de l'exploitant, la note déchets, version du 27 avril 2022, précise que *"Les zones d'entreposage, de tri ou de regroupement de déchets sur le site d'une installation classée pour le traitement de déchets (nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement et dont la quantité ou le volume est en lien avec la capacité de traitement de l'installation), que ce soit avant traitement ou après traitement, ne doivent pas être classées dans les rubriques Tri, Transit, Regroupement de déchets (2516/2517, 271X, 2792 ou 2793)." Conformément à cette note, la fosse de l'usine est donc exemptée d'un classement au titre de la 2716. La fosse de la station de transit, accueillant des potentiellement des déchets qui ne seront pas traités sur le site et seront envoyés vers le centre d'enfouissement de Montech (82), relève bien d'un classement 2716-2 (extrait de la note déchet susmentionnée : " Si une installation de traitement de déchets accueille en plus des déchets qu'elle va traiter, des déchets qu'elle ne traite pas et pour lesquels elle ne réalise que des opérations de transit, regroupement ou tri, elle doit alors classer la zone d'entreposage au titre des rubriques tri/transit/regroupement adaptées.")*

- demande de suppression de la rubrique 2910.A.2 (combustion) pour les brûleurs, les conditions de fonctionnement de ces derniers étant encadrés par connexité par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;

- ajout (accord du bénéfice des droits acquis) de la rubrique 3520-A (incinération de déchets non dangereux, IED, rubrique principale) ;
- ajout d'un brûleur de puissance 1,5 MW.

De plus, l'exploitant précise que le pouvoir calorifique inférieur (PCI) des déchets réceptionnés oscillent entre 1 800 et 1 900 kcal/kg. Le porter à connaissance de 2024 mentionne un PCI de 2 000 kcal/kg.

Des modifications de l'annexe 1 et de l'article 1.3 seront apportées à l'occasion de la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.

L'inspection a constaté, dans le rapport d'activité de l'année 2024, que la quantité de déchets réceptionnés en 2024 est de 30 496 tonnes dont 29 404 tonnes incinérées. Les déchets non incinérés proviennent du tri des déchets non dangereux d'activités économiques, ils sont évacués vers le centre d'enfouissement de Montech (82).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nature et origine géographique des déchets incinérés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 28.1 et 29 de l'annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Nature et origine géographique des déchets incinérés

Prescription contrôlée :

Article 28.1 de l'annexe 2 :

Les déchets susceptibles d'être incinérés sont :

- les déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément : papier et carton (20 01 01), verre (20 01 02), déchets de cuisine et de cantine biodégradables (20 01 08), vêtements (20 01 10), textiles (20 01 11), huiles et matières grasses alimentaires (20 01 25), équipements électroniques (20 01 36), bois (20 01 38), matières plastiques (20 01 39), métaux (20 01 40), déchets provenance de ramonage de la cheminée (20 01 41) et autres fractions non spécifiées ailleurs (20 01 99),
- les autres déchets municipaux : déchets municipaux en mélange (20 03 01), déchets de marché (20 03 02), déchets de nettoyage de rue (20 03 03) et déchets municipaux non spécifiés ailleurs (20 03 99),
- déchets et refus de tri, valorisable énergétiquement, issus de la déchetterie et du centre de transfert,
- déchets ménagers de la zone géographique et dans les conditions décrites à l'article 29,
- déchets industriels banals assimilables à des déchets ménagers et dont la valorisation ne peut être qu'énergétique,
- déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Article 29 de l'annexe 2 (modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2021) :

Les déchets admis sur les installations sont ceux provenant par ordre de priorité, de l'arrondissement d'Agen, des cantons limitrophes, du département du Lot-et-Garonne puis ceux de la Gironde limitée pour ce département à une distance de 100 km à partir de l'installation d'incinération et exceptionnellement d'autres installations en raison d'arrêts.

Le rapport annuel d'activité dû en application de l'article 3 de la présente annexe est complété par un bilan sur l'origine des déchets admis à l'incinération associé à une analyse sur l'évolution des gisements par zone géographique définie au présent article.

Constats :

L'exploitant indique que les déchets admis en incinération sont principalement (environ 80 % du tonnage annuel) des déchets ménagers collectés par le délégataire de l'agglomération d'Agen et

<p>d'autres collecteurs (DRIMM et VALORIZON) ainsi que des déchets non dangereux d'activités économiques (environ 20 % du tonnage annuel).</p> <p>L'inspection constate, dans le rapport d'activité de l'année 2024, que 95,66 % des déchets admis proviennent du département du Lot-et-Garonne et 4,34 % du département de la Gironde (dans un rayon de 100 km de l'incinérateur). L'exploitant précise cependant qu'une quantité marginale de déchets a été réceptionnée de l'agglomération bordelaise (au-delà des 100 km) à l'occasion de l'arrêt des incinérateurs de cette agglomération.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection suggère à l'exploitant de mentionner les déchets en provenance de l'agglomération bordelaise dans la rédaction des prochains rapports d'activité (annuels et/ou mensuels).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets atmosphériques - Canalisation des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée.</p> <p>L'inspection a néanmoins constaté la présence de fumée en partie supérieure du bâtiment « enfournement ». L'exploitant pense que cette fumée est liée à une surpression dans l'incinérateur. Il précise que cette situation rare peut être due à l'explosion d'une bouteille de protoxyde d'azote. L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer son analyse le jour de la visite. Le 20 novembre 2025, l'exploitant indique à l'inspection que « l'analyse des courbes de supervision n'a pas permis de mettre en évidence une surpression ponctuelle et significative pouvant expliquer l'odeur de fumée ressentie lors de l'inspection ». Un défaut d'étanchéité résiduel sur le circuit d'air de séchage est suspecté par l'exploitant qui précise poursuivre ces investigations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant détermine et communique à l'inspection, dans un délai d'un mois, l'origine de la présence de fumée dans le bâtiment « enfournement ». Il communique, dans le même délai, les mesures prises pour détecter ces fumées et la conduite à tenir par les opérateurs en cas de présence de fumée dans la zone d'enfournement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 5 : Traitement des rejets atmosphériques de l'incinérateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 21.2 de l'annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les fumées sont refroidies par une tour d'atomisation d'eau. Cette atomisation provoque un abaissement de la température des gaz jusqu'à une température optimale de réaction Bicar permettant aussi la condensation d'une partie des métaux lourds.

Les fumées parcourent ensuite un réacteur sec dans lequel est injecté du Bicar ainsi que du coke de lignite. Le Bicar mis en contact avec les fumées permet d'effectuer une neutralisation des polluants acides tels que HCl, HF et SO₂. Le coke de lignite fixe quant à lui les dioxines-furannes ainsi que les métaux lourds gazeux tels que le mercure.

A la sortie du réacteur, les fumées sont dirigées vers un filtre à manche assurant la captation des cendres volantes, des polluants et des produits de réaction sous forme de résidus secs. Ces résidus secs récupérés sous la trémie sont envoyés vers le silo de stockage.

Les fumées dépolluées sortant du filtre sont aspirées au travers d'une boîte à soupapes par un ventilateur qui les refoule vers l'atmosphère par le biais d'une cheminée. Les gaz rejetés à la cheminée sont analysés en continu.

Constats :

L'exploitant a présenté le système de traitement des fumées de l'incinérateur.

Ce système est composé d'une tour de refroidissement par injection d'eau, d'une unité d'injection de bicarbonate de sodium pour neutralisation des rejets acides, d'une unité d'injection de coke de lignite pour traitement des rejets de dioxines et furannes ainsi que des métaux lourds, d'un filtre à manches verticales et d'un ventilateur d'extraction des fumées.

Ce système a été complété en 2022 par un dispositif d'injection d'urée (réduction non catalytique sélective - SNCR) pour réduire les émissions de NO_x.

L'inspection a constaté la présence de ce système de traitement lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vitesse d'éjection des gaz de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/10/2005, article 20.3 de l'annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz de combustion

Prescription contrôlée :

La vitesse ascendante d'émission des gaz de combustion doit être au moins égale à 12 m/s dans des conditions de marche normale de chaque four débitant seul dans la cheminée à laquelle il est raccordé.

Constats :

L'inspection a examiné les tableaux de suivi mensuel en continu des émissions atmosphériques de l'incinérateur pour l'année 2025 et constaté que les vitesses d'éjections sont comprises entre 15 m/s et 20 m/s. Ces vitesses d'éjection respectent la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets atmosphériques - Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2 a) de l'annexe 2		
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance		
Prescription contrôlée :		
<p>Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération :</p>		
Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
NOx	En continu	Normes EN génériques
NH3	En continu (2)	Normes EN génériques
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258XP X 43-305
CO	En continu	Normes EN génériques
SO2	En continu	Normes EN génériques
HCl	En continu	Normes EN génériques
HF	En continu (4)	Normes EN génériques
Poussières	En continu	Normes EN génériques et EN 13284-2

Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	Une fois tous les six mois	EN 14385
Hg	En continu (5) (6)	Normes EN génériques et EN 14884
COVT	En continu	Normes EN génériques
PCDD/PCDF	En semi-continu	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	
Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329

		43-329

(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181

(2) Mesuré dans les installations ayant recours à la SNCR ou à la SCR

(3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée

(4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. Il n'existe pas de norme EN applicable à la mesure périodique de HF.

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant effectue une surveillance en continu des polluants suivants : NO_x, NH₃, CO, SO₂, HCl, poussières, COT et Hg. Le polluant HF n'est pas suivi en continu. L'exploitant indique que, pour ce polluant, la fréquence de mesure peut être semestrielle en cas d'application au HCl des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. L'inspection rappelle que cette fréquence de mesure semestrielle est envisageable si, en complément de la première condition susmentionnée, il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable.

L'inspection a constaté que le niveau d'émission de HCl n'est pas stable, avec des variations de concentration relevées entre environ 1 mg/Nm³ et 5 mg/Nm³ dans les tableaux mensuels de suivi des émissions atmosphériques de l'année 2025 (exemple - rapport de mesure d'autosurveillance, en conditions NOC, du mois d'avril 2025). Ces émissions sont cependant toujours inférieures à la valeur limite d'émission dans les rapports de mesure qui ont été examinés.

L'exploitant précise que les analyseurs de gaz en place ne peuvent pas analyser ce paramètre supplémentaire. Le coût de cette analyse supplémentaire en continu serait important alors que les concentrations en HF sont toutes conformes à la valeur limite d'émissions ces dix dernières années dans les analyses semestrielles. Les analyseurs de gaz ont été changés récemment.

L'inspection a constaté que l'exploitant effectue une surveillance semestrielle des polluants suivants : métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V), HF, dioxines et furannes (PCDD et PCDF).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise mensuellement et pendant six mois, des mesures ponctuelles de HF, afin de s'assurer que la valeur limite d'émission de ce polluant n'est pas dépassée. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection au plus tard 15 jours après réception du rapport d'analyse, et sont accompagnés de commentaires de l'exploitant sur les niveaux d'émission en HCl émis sur la même période.

L'exploitant débute ce protocole au cours du premier semestre de l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Rejets atmosphériques - Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

7.1. Valeurs limites d'émission

7.1.1. En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante
Poussières	5 (1)
COVT	10

CO	50
HCl	8
HF	1
SO ₂	40
NO _x	80 (2) (3)
NH ₃ (5)	10 (6)
Cd+Tl	0,02
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3
Hg (7)	0,02
PCDD/PCDF(ng I-TEQ/Nm ³)	0,08

(1) Pour les installations d'incinération de déchets dangereux pour lesquelles un filtre à manches n'est pas applicable, la valeur est de 7 mg/Nm³.

(2) La valeur est de 150 mg/Nm³ si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an. Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm³ et 150 mg/Nm³ par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(3) La valeur est de 150 mg/Nm³ lorsque la SCR n'est pas applicable. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 150 mg/Nm³ et 180 mg/Nm³ par arrêté préfectoral après avis du conseil

mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement, lorsque la SCR n'est pas applicable.

(4) Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm³ et 120 mg/Nm³ par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(5) Valeurs applicables pour les installations ayant recours à la SCR ou à la SNCR.

(6) Dans le cas des unités existantes appliquant la SNCR sans techniques de réduction des émissions par voie humide, la valeur est de 15 mg/Nm³.

(7) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³ pour les unités existantes, et à 0,035 mg/Nm³ pour les unités nouvelles sera réalisé.

(8) Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Constats :

L'inspection a examiné les faits marquants du rapport d'activité de l'année 2024, les rapports mensuels d'activité de l'année 2025 (dont les tableaux mensuels de suivi en continu des rejets atmosphériques) et les deux derniers rapports de contrôle semestriel des rejets atmosphériques. Hors polluant NO_x qui est évoqué plus bas, l'inspection constate globalement un respect des valeurs limites d'émission (VLE) avec toutefois des dépassements épisodiques pour les polluants HCl, CO et SO₂. L'exploitant explique que les dépassements en HCl étaient liés à des problèmes sur le circuit d'injection de bicarbonate de sodium, problèmes à présent réglés. Les dépassements en CO et SO₂ sont dus à des problèmes de combustion de déchets non dangereux d'activités économiques (DNDAE) introduits en quantité trop importante dans l'incinérateur ou de cristallisation de ces déchets dans l'incinérateur. L'exploitant indique que ces problèmes de combustion surviennent lorsque les DNDAE sont insuffisamment mélangés avec les ordures ménagères. Dans ce cas, l'exploitant accentue le mélange en fosse des déchets à incinérer. L'exploitant précise qu'il répète très régulièrement aux opérateurs les consignes de mélange des déchets pour homogénéiser le combustible et éviter les problèmes techniques et dépassements de VLE.

L'inspection constate un respect des valeurs limites d'émission (VLE) des rejets atmosphériques des polluants (métaux, HF, dioxines et furanes) mesurés semestriellement (campagnes de prélèvement d'octobre 2024 et de mars 2025). À noter toutefois que les rejets de NH₃ prélevés le 11/03/2025 sont de 16,2 mg/Nm³ pour une VLE de 10 mg/Nm³, que les rejets de NO_x prélevés le 10/07/2025 sont de 223 mg/Nm³ pour une VLE à 150 mg/Nm³ et les rejets en HF prélevés le 17/10/2024 sont de 0,96 mg/Nm³, valeur proche de la VLE de 1 mg/Nm³. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer l'origine du dépassement en NO_x le 10/07/2025 et en NH₃ le 11/03/2025.

Concernant les rejets en NO_x, la VLE est de 150 mg/Nm³ pour les installations existantes d'une capacité d'incinération de moins de 100 000 tonnes par an. Le préfet peut fixer une VLE comprise entre 150 mg/Nm³ et 180 mg/Nm³ lorsque la réduction catalytique sélective (SCR) n'est pas applicable (notamment en raison du manque d'espace disponible pour installer un tel système). L'exploitant rappelle avoir transmis en novembre 2023 au préfet du Lot-et-Garonne une demande d'accord pour fixer la VLE des NO_x à 180 mg/Nm³. Cette demande n'a pas reçu de réponse formalisée et sera traitée à l'occasion de l'instruction du dossier de réexamen IED, qui aboutira à minima sur la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Si la demande d'évolution de la valeur limite d'émission du paramètre NO_x est jugée recevable par l'inspection, l'approbation du futur arrêté préfectoral l'actant devra faire l'objet d'un avis du Conseil départemental de

<p>l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST).</p> <p>L'exploitant précise que les concentrations mesurées des rejets en NO_x se situent entre 150 mg/Nm³ et 180 mg/Nm³ depuis la mise en place en 2022 du système de traitement (réduction non catalytique sélective - SNCR) des rejets atmosphériques par injection d'urée. L'exploitant ajoute que le système d'injection de bicarbonate de sodium a fait l'objet d'une maintenance approfondie au cours de l'arrêt technique de l'été 2025 et qu'il est prévu, fin 2025, la mise en service d'un variateur pour dosage l'injection de bicarbonate de sodium ainsi que d'un système d'injection de glycol, le tout afin d'améliorer la performance du système de traitement des rejets atmosphériques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie, dans un délai de six mois, sur la base d'une étude technico-économique, que le recours à un système de réduction catalytique sélective (SCR) pour traiter les NO_x n'est pas applicable.</p> <p>L'exploitant recherche systématiquement l'origine des dépassements des VLE et met en place les correctifs nécessaires pour un retour à la conformité des rejets atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Indisponibilités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1) Indisponibilité affectant l'incinération ou le traitement des effluents aqueux ou gazeux</p> <p>La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération et de traitement des effluents aqueux ou atmosphériques ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p> <p>La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/Nm³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limite d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état gazeux ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.</p> <p>2) Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.</p> <p>Au-delà de ces durées d'indisponibilité, l'installation d'incinération doit être mise à l'arrêt jusqu'à remise en fonctionnement des dispositifs de mesure en continu.</p> <p>En outre, l'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir tout dépassement de ces durées et en particulier : matériel de secours sur le site et équipement de mesure redondant sur les</p>

paramètres.
<p>3) Indisponibilité des dispositif de mesure en semi-continu</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu ne peut excéder 15% du temps de fonctionnement de l'installation d'incinération.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé, dans le rapport annuel d'activité 2024 et les rapports mensuels d'activité de l'année 2025, la durée de fonctionnement de l'incinérateur en dépassement des VLE, la durée des indisponibilités des appareils de mesure en continu et le taux de disponibilité des appareils de mesure en semi-continu.</p> <p>Ces durées sont, en 2024, de 5 h30 de fonctionnement en dépassement des VLE (en considérant une VLE de 180 mg/Nm3), 4 h d'indisponibilité du compteur multigaz, 12h30 d'indisponibilité du compteur mercure et 91,49 % de disponibilité du dispositif de mesure en semi-continu des dioxines et furanes.</p> <p>Au 30 septembre 2024, ces durées sont de 15 h de fonctionnement en dépassement des VLE (en considérant à ce stade une VLE de 180 mg/Nm3), 11 h d'indisponibilité du compteur multigaz, 78 h d'indisponibilité du compteur mercure et 99,72 % de disponibilité du dispositif de mesure en semi-continu des dioxines et furanes. À noter que l'essentiel de l'indisponibilité de l'analyseur mercure est intervenue en début d'année 2025 et a été réglée par le remplacement de la carte mère de la baie d'analyse en février 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. [...]</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau destinée à la lutte contre l'incendie. L'aire de stationnement des engins incendie est matérialisée au sol et dégagée lors de la visite. L'inspection a constaté qu'une plaque en acier était entreposée entre la réserve d'eau et l'aire de stationnement matérialisée. L'inspection a demandé à l'exploitant de faire évacuer cette plaque dans les plus brefs délais afin de ne pas gêner les manœuvre des services d'incendie et de secours. L'exploitant a justifié (photographie à l'appui), le 20 novembre 2025, l'évacuation de la plaque en acier.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie n'ont pas été vérifiés au cours de cette visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure des PFAS dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation. Cette campagne porte sur : 1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ; 2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ; 3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.
Constats : L'exploitant indique avoir bien prévu d'effectuer la campagne de prélèvements et d'analyses des substances PFAS et HF (et des principaux paramètres périphériques) dans les rejets atmosphériques canalisés de l'incinérateur. L'inspection informe l'exploitant que la date limite de réalisation de cette campagne est le 30 avril 2027.
Type de suites proposées : Sans suite